

L'autosuffisance alimentaire n'est pas gage de développement durable

par Pierre Desrochers, Département de géographie, Université de Toronto
et Hiroko Shimizu, consultante indépendante

Le mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture de proximité qui fait la promotion d'une plus grande autosuffisance alimentaire a pris beaucoup d'ampleur depuis quelques années. Contrairement à la *sécurité alimentaire* qui vise à assurer un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et suffisante, la *souveraineté alimentaire* serait le droit pour une communauté de définir ses propres politiques agricoles dans la mesure où elle ne compromet pas la souveraineté d'autrui. En pratique, les tenants de cette approche s'opposent à la libéralisation du commerce agricole, exigent une protection accrue des producteurs locaux incapables de rivaliser avec la concurrence étrangère et favorisent le maintien d'une *agriculture de proximité* pour alimenter les marchés régionaux. Entres autres retombées positives, l'agriculture de proximité créerait plus d'emplois locaux. Elle bénéficierait à l'environnement par la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au transport des aliments tandis que de multiples petites productions vivrières garantiraient une plus grande biodiversité que les grandes monocultures basées sur les produits chimiques et les organismes génétiquement modifiés. Finalement, la souveraineté alimentaire assurerait une plus grande sécurité alimentaire en protégeant les populations contre les aléas du commerce mondial¹.

Les tenants de ces approches n'ont cependant jamais véritablement discuté des contraintes géographiques, économiques et de sécurité alimentaire ayant historiquement motivé le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale et, par la suite, le développement de la chaîne d'approvisionnement planétaire. Notre objectif est de combler cette lacune et d'illustrer par le fait même que leur agenda ne fera qu'exacerber les problèmes qu'ils disent vouloir adresser.

1. DE L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE À LA MONDIALISATION DE LA PRODUCTION

La mondialisation croissante de la production et du commerce agricoles vise depuis ses débuts à pallier aux problèmes d'un approvisionnement essentiellement local. En résumé, les économies basées sur l'agriculture de subsistance sont toujours victimes à un moment ou l'autre de disettes et de famines provoquées par des grêles, des sécheresses, des gelées, des pluies trop abondantes, des inondations, des trombes, des tornades et des ouragans. À ces aléas climatiques s'ajoutent d'autres problèmes liés aux insectes ravageurs et aux rongeurs; des maladies des plantes et des animaux provoquées par des champignons, des virus et des bactéries; et d'autres calamités allant des tremblements de terre aux incendies. L'histoire des famines et des disettes n'étant pas directement attribuables à des interventions politiques (conflits armés, persécutions politiques ou religieuses, contrôle des prix, protectionnisme, taxes de toute sorte et absence de protection du droit de propriété) illustrent beaucoup trop abondamment la fragilité des sociétés n'ayant aucun ou peu d'accès aux surplus générés dans d'autres régions.

Historiquement, les principaux obstacles au développement de la spécialisation et des échanges interrégionaux des productions agricoles ont toujours été le coût élevé du transport et les barrières

politiques au commerce. Depuis l'Antiquité, des progrès notables dans ces domaines ont toujours mené au déplacement ou au développement à plus grandes échelles de certaines productions dans des régions qui leur sont plus propices. Le phénomène est particulièrement visible au dix-neuvième siècle avec la libéralisation des échanges, le développement et l'expansion de nouveaux moyens toujours plus rapides, efficaces et économiques de transport (navire à vapeur, chemin de fer), de communication (télégraphe), de production (mécanisation des opérations, développement de nouvelles variétés de plantes et d'animaux), d'entreposage et de préservation de la nourriture (conserve alimentaire, réfrigération).

Le tournant du vingtième siècle est également marqué dans les économies avancées par le développement accéléré de la production de denrées agricoles périssables (lait

frais, crème, beurre, fromage, œufs, volailles, viandes fraîches, fruits et légumes frais, produits de la mer) pour des marchés de plus en plus éloignés des lieux de production. Bien souvent, les productions à grande échelle de ce qui était historiquement considérées comme des biens de luxe remplacèrent sur un même site des productions vivrières devenues non rentables. Comme on le constate à l'époque, ces nouvelles productions ne visent pas dès leur lancement à « approvisionner seulement les marchés locaux de voisinage immédiat, mais les grands marchés des principaux pays, et alors les questions mêmes de distance deviennent parfois secondaires »².



1. Pour une introduction plus détaillée à ces questions, voir notamment le site internet de *La Via Campesina*. Disponible à : <http://viacampesina.org/fr/>.

2. Hitier, Henri. 1912. « Les progrès du commerce international des denrées périssables (lait, beurre, fruits, légumes, fleurs, etc.) », *Annales de géographie* 21 (116) : 110. Disponible à : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1912_num_21_116_7189#.

Les producteurs pouvant commercialiser leurs denrées à une plus grande échelle géographique y trouvent leur compte à deux niveaux. Premièrement, bon nombre de consommateurs plus éloignés sont disposés à payer davantage. De plus, le fait que les périodes de récolte diffèrent entre régions évite la dépréciation rapide du prix de vente qui accompagne inévitablement la mise sur le marché simultanée et strictement locale d'un même produit par plusieurs exploitants. Si dans ces circonstances les consommateurs locaux doivent payer davantage pendant la période des récoltes locales, ils bénéficient par contre pendant le reste de l'année d'une plus grande accessibilité à ce produit et de prix plus abordables. Les améliorations dans le domaine du transport facilitent également le transport des engrais, ce qui permet de mettre sous culture permanente plusieurs lieux auparavant peu exploités ou laissés périodiquement en jachère, et des semences, ce qui augmente similairement la productivité et la résilience de nombreuses régions.

Ces progrès se traduisent, sous l'effet de la concurrence, par une diminution des prix de vente. Les meilleurs agriculteurs parviennent à augmenter les quantités récoltées « en utilisant des procédés de culture plus perfectionnés et plus économiques »³. Hier comme aujourd'hui, les critiques de ces avancées oublient que les consommateurs bénéficient de la baisse des prix et de la diversification de l'offre tandis que les producteurs les plus efficaces engrangent malgré tout des profits suffisants pour rester sur le marché et augmenter la taille de leurs opérations. Cette productivité sans cesse croissante de l'agriculture permet également le développement d'emplois toujours plus nombreux, diversifiés et mieux rémunérés dans d'autres secteurs économiques, une situation garantissant à toutes les parties en cause un niveau de vie plus élevé à moyen et long terme.

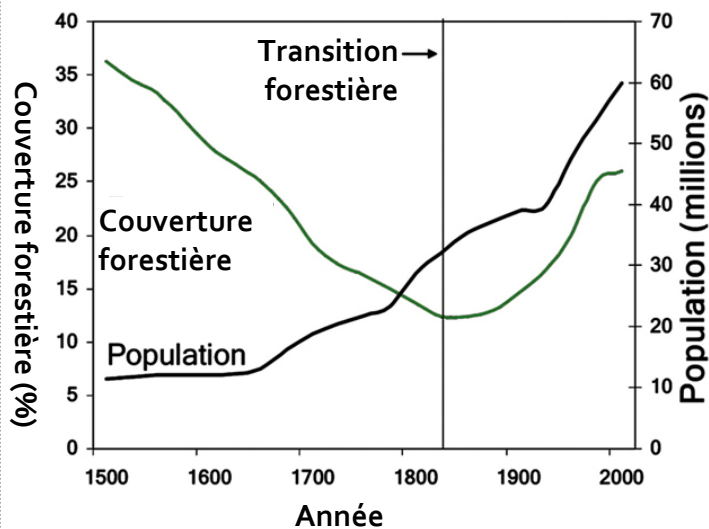
2. BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX DE L'AGRICULTURE MODERNE⁴

On accuse fréquemment les grandes monocultures de réduire la biodiversité. Cette critique occulte cependant le fait qu'en concentrant la production dans les territoires les plus productifs et en améliorant sans cesse les rendements, l'agriculture moderne a permis au cours des deux derniers siècles la reforestation (volontaire ou spontanée) à grande échelle des terres agricoles marginales délaissées par leurs propriétaires⁵. Ce constat est particulièrement notable en France où la croissance du couvert forestier dans un contexte de croissance démographique et économique est observable depuis les années 1830 (voir la Figure 1).

Paradoxalement, les monocultures et la libéralisation des échanges favorisent davantage la préservation et le (re)développement de la biodiversité que l'agriculture de proximité qui, en raison de conditions moins favorables, requiert davantage de surfaces cultivées et d'intrants (eau, engrais, énergie, etc.).

Figure 1

Tendances du couvert forestier français et de la population



Source : Kauppi et al., 2006: 1755.

Les partisans de l'agriculture de proximité soutiennent également qu'une plus grande production locale réduit les émissions de gaz à effet de serre (GES) liés au transport des aliments sur de longues distances. Cet argument du « kilomètre alimentaire » ignore cependant complètement les écarts de productivité entre les emplacements géographiques qui ont de tout temps motivé la spécialisation géographique des productions. En d'autres termes, pour être valide, le kilomètre alimentaire implique que la production d'un aliment nécessite la même quantité d'intrants quels que soient l'endroit et la façon dont il est produit. De ce point de vue, la distance parcourue entre le producteur et le magasin où les aliments sont achetés, de même que le mode de transport utilisé, deviennent les principaux facteurs qui déterminent l'impact sur l'environnement.

Une évaluation réaliste de l'impact environnemental du transport des aliments doit cependant tenir compte de la consommation totale d'énergie et des émissions de GES associées à leur production. Une façon d'obtenir un portrait d'ensemble relativement juste de ces considérations est d'utiliser la méthodologie du cycle de vie des produits (voir le Tableau 1, page 3)⁶.

Des analyses sérieuses démontrent que les segments liés à la production ont un impact beaucoup plus significatif que le transport. De plus, on observe que transporter de très grandes quantités de nourriture dans des navires ultra efficaces propulsés au diesel requiert beaucoup moins d'énergie par pomme ou côtelette d'agneau, même si la distance parcourue est beaucoup plus grande⁷, que les nombreux déplacements

3. Zolla, Daniel. 1904. *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*. Paris : Librairie Armand Colin, p.111.

Disponible à : http://books.google.com/books?id=qfhEAAAIAAJ&output=text&source=gbs_navlinks_s

4. Pour un examen plus détaillé de ces questions, voir Desrochers, Pierre et Hiroko Shimizu. 2010. *L'achat local de nourriture sauvera-t-il la planète?*, Institut économique de Montréal, Note économique, 16 février. Disponible à : http://www.iedm.org/main/show_publications_fr.php?publications_id=253.

5. Kauppi, Pekka E., Jesse H. Ausubel, Jingyun Fang, Alexander S. Mather, Roger A. Sedjo and Paul E. Waggoner. 2006. « Returning Forests Analyzed with the Forest Identity ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 103 (46): 17574-17579. Disponible à : <http://www.pnas.org/content/103/46/17574.abstract>.

6. Pour une introduction plus détaillée à la question, voir notamment : <http://www.ciraig.org/fr/acv.html>.

7. Smith, Alison, Paul Watkiss, Geoff Tweedle, Alan McKinnon, Mike Brown, Alistair Hunt, Colin Treneven, Chris Nash and Sam Cross. 2005. *Validity of Food Miles as an Indicator of Sustainable Development*, ED50254, Issue 7. Disponible à : <https://statistics.defra.gov.uk/esg/reports/foodmiles/final.pdf>.

au supermarché du coin pour ramener de petites quantités de nourriture. Aux États-Unis, une étude suggère que 11 % des émissions de GES associées à la nourriture provenaient du transport dans son ensemble (incluant les déplacements des consommateurs) et que le transport des aliments sur de longues distances ne représentait que 4 % des émissions totales. L'étape de la production représentait pour sa part 83 % des émissions totales. Il est donc plus logique de s'attaquer à ce segment si l'on veut réduire les GES⁸.

De façon générale, les environnements physiques qui nécessitent des installations et des technologies supplémentaires pour maintenir les productions au chaud ou au froid requièrent une dépense d'énergie beaucoup plus élevée que les climats plus favorables, dans une mesure qui dépasse typiquement et de loin la quantité d'énergie nécessaire au transport des produits agricoles venant d'endroits plus éloignés. Le prix des aliments, bien qu'imparfaits en raison de nombreuses interventions gouvernementales qui encouragent l'inefficacité et le gaspillage (subventions, quotas, tarifs, garanties de toute sorte, etc.), donne généralement une idée beaucoup plus juste de l'impact environnemental des productions agricoles que leur lieu d'origine, car il tient compte non seulement des coûts de transport, mais également des coûts de production, d'entreposage et de distribution. Mieux vaut donc s'attaquer aux interventions qui faussent l'allocation toujours plus efficace des ressources par l'intermédiaire du libre marché.

3. COÛTS ÉCONOMIQUES DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ET DE L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

La consommation de denrées locales qui ne sont pas concurrentielles revient en pratique à faire la promotion de productions moins efficaces qui requièrent plus d'intrants, de surfaces cultivées et de pâturages. Ces coûts de production additionnels impliquent inévitablement des prix beaucoup plus élevés ainsi qu'une réduction draconienne de la quantité et de la diversité de la nourriture mise sur le marché. L'expérience des tenants de la « 100 mile diet » qui limitent volontairement leur consommation à des aliments cultivés ou abattus à l'intérieur d'un périmètre de 161 km de leur résidence illustre bien ces problèmes.

En résumé, un couple vivant dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique (une région agricole canadienne écologiquement diversifiée et très productive) a relevé ce défi en 2005 pendant une année et a constaté que les produits biologiques locaux ou les substituts à des produits courants (par exemple, le miel en remplacement du sucre) coûtent en général beaucoup plus cher, qu'il est évidemment impossible de produire localement nombre de produits de consommation courante et que le temps passé à obtenir et à préparer la nourriture équivalait à un emploi à temps partiel. Ces résultats ne font que nous rappeler les causes du faible niveau de vie des habitants qui, hier comme aujourd'hui, vivent dans des économies moins développées. La situation du couple vancouverois est cependant beaucoup plus enviable que celle de leurs ancêtres ou des agriculteurs de subsistance de notre époque. Ils ont accès à un grand nombre de services, allant des soins de santé à l'informatique, dont le développement et la disponibilité sont liés à la spécialisation, à la production à grande échelle et au commerce sur de longues distances des denrées agricoles ayant permis à des individus de se consacrer à autre chose que la

Tableau 1

Le cycle de vie des aliments

Champs d'activité	Acteur	Intrant
1. Matière première	Ferme ↓	Semences, terre, fertilisant, eau, herbicide, pesticide, etc.
2. Production		Capital (machinerie, installations, etc.) Énergie (carburant, électricité, pétrole) Main-d'œuvre
3. Emballage		
4. Distribution	Réseau de distribution ↓	Entreposage Déchets Transport Main-d'œuvre
5. Consommation	Consommateur ↓	Transport Préparation des aliments Déchets
6. Traitement des déchets		Recyclage Déchets Transport

Source : Desrochers et Shimizu 2010 : 2.

production alimentaire.

En dernière analyse, les promoteurs de l'achat local ignorent volontairement ou ne comprennent pas que le gain économique de l'agriculteur non compétitif se fait aux dépens du consommateur qui doit payer plus cher pour un produit similaire ou le même prix pour un produit de moindre qualité. Les consommateurs et les contribuables vivant en autarcie alimentaire ont moins d'argent pour acheter autre chose (incluant d'autres types de productions locales) ou pour investir dans le développement de nouvelles activités, ce qui a des effets négatifs sur l'économie locale et mondiale. Ces mesures pénalisent également les producteurs agricoles des pays en développement qui ne peuvent améliorer leurs conditions de vie, faute de se spécialiser dans des cultures destinées à l'exportation.

4. L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ, GARANTE D'UNE PLUS GRANDE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les partisans de l'agriculture de proximité invoquent régulièrement les risques inhérents à la dépendance d'une économie locale envers des fournisseurs étrangers ou, inversement, les risques encourus par les agriculteurs de subsistance qui orientent leurs activités vers l'exportation (principalement les aléas des marchés internationaux et la plus grande susceptibilité des monocultures aux maladies des plantes et des animaux).

En pratique cependant, tout système alimentaire dont tous les œufs sont placés dans le même panier géographique est fondamentalement instable en raison des nombreux problèmes naturels pouvant affecter les productions vivrières. La véritable problématique de la sécurité alimentaire est donc la meilleure répartition des risques

8. Weber, Christopher L. et H. Scott Matthews. 2008. « Food-Miles and the Relative Climate Impacts of Food Choices in the United States », *Environmental Science & Technology* 42 (10): 3508-13.

inhérents au domaine agricole. Dans cette optique, une agriculture mondialisée (et par le fait même diversifiée à l'échelle du globe) est intrinsèquement plus stable et sécuritaire que n'importe quel système local car les mauvaises récoltes d'une région peuvent toujours être comblées par les récoltes plus abondantes que de coutume dans d'autres portions d'un continent ou du globe. De plus, les prix au cours d'une période donnée n'auront pas tendance à varier grandement d'une année à l'autre puisque les surplus résultant de récoltes abondantes dans une région, qui devraient normalement générer une chute importante du prix local en l'absence de commerce sur de plus longues distances, sont systématiquement acheminés dans les régions où les récoltes sont moins abondantes, prévenant ainsi une hausse autrement plus rapide des prix dans les régions moins performantes. À long terme, les habitants de toutes ces régions bénéficient de cet arrangement.

On peut finalement évoquer l'argument militaire qui est depuis longtemps invoqué par les partisans du protectionnisme agricole. S'il est vrai que la situation d'un pays en état de siège ou dépendant d'un seul fournisseur est des plus précaires, rien n'empêche cependant ses autorités de constituer des réserves stratégiques en s'approvisionnant sur le marché mondial avant le début des hostilités, dans la mesure où aucun pays ne dispose du monopole de la production de quelque denrée que ce soit. Il nous semble également infiniment plus profitable de chercher à prévenir les conflits que d'encourager la production agricole locale non concurrentielle lorsque de telles hostilités semblent peu probables. Enfin, il est sans doute bon de garder à l'esprit le vieil adage selon lequel si les marchandises ne franchissent pas les frontières, les armées le feront éventuellement.

CONCLUSION

Loin d'être avantageuse aux plans de l'environnement, de l'économie et de la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et l'agriculture de proximité se traduisent au contraire par des productions moins efficaces et donc plus dommageable pour l'environnement car requérant plus de ressources, y compris de terres qui seraient autrement inoccupées par les humains; un appauvrissement des populations locales en raison de prix plus élevés et d'opportunités réduites de se spécialiser dans des domaines autres que l'agriculture; et un approvisionnement alimentaire beaucoup plus instable que celui fourni par le marché mondial.

Que faire alors pour assurer la survie et améliorer la sécurité alimentaire d'une population mondiale croissante? En dernière analyse, seule la libéralisation complète des échanges agricoles permet de produire la nourriture de la façon la plus efficace possible dans les endroits les plus appropriés, permettant ainsi d'obtenir des économies de ressources, la création de plus de richesse et un environnement plus sain pour tous. Nos recommandations sont les mêmes que celles de Hitier qui écrivait il y a plus d'un siècle que la seule option politique valable est que « chacune de nos régions naturelles se spécialise donc dans le genre de production le mieux adapté à ses conditions naturelles de sol et de climat et à son milieu économique » ce qui lui permettra « de produire mieux et à moindres frais. »⁹ Dans ce contexte, la survie des agriculteurs dépendra de leur capacité novatrice et de « s'associer... [et de] surtout s'organiser pour la vente de la spécialité de leur région. »

9. Hitier, Henri. 1901. L'évolution de l'agriculture. *Annales de géographie* 10 (54) : 400. Disponible à : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1901_num_10_54_2109?luceneQuery=%2BauthorId%3A%22auteur+geo_728%22&words=auteur%20geo_728

PIERRE DESROCHERS



M. Desrochers enseigne au Département de géographie de l'Université de Toronto Mississauga. Il détient un Ph.D. en géographie de l'Université de Montréal et a effectué un stage postdoctoral de deux ans à l'Université Johns Hopkins (Baltimore, Maryland). Ses principaux champs d'intérêt sont le développement économique, les politiques environnementales et urbaines et les finances publiques. Il compte à son actif plus d'une vingtaine d'articles scientifiques et une centaine de chroniques économiques. Il a reçu plusieurs bourses et récompenses académiques pour la qualité de sa recherche sur le développement durable.

HIROKO SHIMIZU

M^{me} Shimizu a suivi des études d'économiste dans l'une des meilleures universités du Japon. Elle détient un master en politique publique de l'Université d'Osaka. Elle a étudié et travaillé au sein de plusieurs institutions académiques et compagnies privées au Canada, au Japon, en Chine et aux États-Unis où elle fut notamment *fellow* à l'Institut d'études politiques de

l'Université Johns Hopkins et chercheuse au Property and Environment Research Center. Elle a voyagé dans le monde entier. Du fait de ses expériences à l'international et de ses nombreuses observations, son approche consiste à aborder avec son bon sens commun des idées politiquement correctes mais, *in fine*, fausses. Elle a été publiée aussi bien en japonais qu'en anglais ou en français pour des travaux universitaires et grand public.

L'Institut économique Molinari (IEM) est un organisme de recherche et d'éducation indépendant et sans but lucratif. Il s'est fixé comme mission de proposer des solutions alternatives et innovantes favorables à la prospérité de l'ensemble des individus composant la société.

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

*Directrice générale : Cécile Philippe
Maquette et montage : Gilles Guénette
www.institutmolinari.org*